

COMMUNIQUE DU 18/09/2024 DES REPRÉSENTANT.E.S DES PERSONNELS D'ÉDUCATION ELU.E.S AU CA DU LPO HENRI SELLIER (LIVRY-GARGAN)

Nous, représentant.e.s des personnels d'éducation du lycée Henri Sellier de Livry-Gargan, attirons votre attention sur la situation à laquelle nous faisons face depuis l'an dernier et pour laquelle nous avons déjà alerté différentes instances (Direction, Rectorat, Région). En effet, depuis les travaux d'agrandissement du lycée Henri Sellier nous ne cessons d'alerter sur le manque de moyens octroyés face à la montée exponentielle des effectifs. Hormis un beau bâti (et encore de nombreuses malfaçons sont observées et signalées depuis la livraison du bâtiment D en décembre 2023), la Région et le Rectorat ne fournissent pas les moyens nécessaires pour accueillir la communauté éducative dans des conditions correctes.

Par exemple, il a été décidé l'ouverture de quatre classes de Première Générale. Or, il y a des salles de TP avec de belles paillasses dont certaines adaptées aux PMR, mais à aucun moment ne s'est posée la question (à quelque niveau que se soit) de la dotation en matériel spécifique aux manipulations scientifiques en Physique-Chimie et en SVT, alors même que ces TP sont évalués dans le cadre du Baccalauréat. Les collègues de sciences ont alerté de cette situation depuis juin 2024 et la Direction nous indique avoir relancé la Région à de nombreuses reprises. Finalement, la Région vient d'informer l'établissement que c'était au Rectorat de les prévenir de l'ouverture de ces 4 classes de Première Générale avec ces enseignements de spécialités afin que les commandes de matériel puissent être passées ! Mais à l'heure actuelle, alors que les cours ont commencé depuis 2 semaines, nous n'avons toujours aucune réponse claire et toujours pas de matériel.

De plus, depuis l'ouverture du bâtiment D (3 étages, 3500 m²) et l'agrandissement du réfectoire (800m²), nous avons fait remonter, et la Direction également, notre inquiétude de ne voir aucun ATTE supplémentaire affecté au lycée alors que la superficie de travail a plus que doublé ! Cela a pour conséquence une surcharge de travail pour nos collègues qui doivent en plus faire face à la mauvaise qualité des matériaux utilisés dans le nouveau bâtiment. Son entretien s'avère plus compliqué d'autant plus avec l'augmentation des effectifs. À l'heure actuelle, il y a 9 postes d'ATTE pour absorber une augmentation de surface à entretenir de plus de 4300m². Il est bien évident que cette surcharge de travail entraîne des risques psycho-sociaux et/ou d'accidents du travail.

Du fait du retard dans la livraison du matériel, nous avons effectué notre rentrée dans une salle des professeurs provisoire (en réalité un atelier de maintenance) qui n'est pas adaptée et qui ne peut recevoir le nombre, en augmentation, des professeur.e.s que nous sommes. Nous n'avons à ce jour aucune visibilité claire quant à l'installation dans notre nouvel espace de travail. Par ailleurs, cette nouvelle salle des professeurs est d'ores et déjà insuffisante en termes d'équipements, d'espace et de fonctionnalité.

De plus, le "CDI du futur", grand projet de Mme Péresse, n'est toujours pas opérationnel, ceci étant dû à un arrêt de production du matériel car selon les fournisseurs, la Région ne les aurait pas payés depuis près de 9 mois et l'absence de son directeur financier. Nous ne pouvons assurer l'initiation à la recherche documentaire indispensable à la réussite de nos élèves. Le manque d'accès à des ouvrages et à un espace de travail suffisant entraîne une rupture

d'égalité face aux élèves des autres établissements, dans un département déjà touché par une fracture culturelle prégnante.

Par ailleurs, les matériaux utilisés pour la construction du Bâtiment D limitent grandement le passage des ondes téléphoniques. Pour les adultes de l'établissement, cette situation est d'autant plus dangereuse que comme nous en a informé la Direction, la Région a refusé d'équiper le nouveau bâtiment de lignes téléphoniques filaires, isolant et mettant en danger les collègues en cas d'incident car ils ne peuvent que très difficilement passer un appel depuis leur téléphone mobile personnel pour avertir la Direction. Cette absence de lignes empêche également les échanges internes et externes entre les différents services : vie scolaire, assistante sociale, infirmière.

Certes, l'absence de réseau pourrait être bénéfique pour la déconnexion numérique des élèves mais dans les faits cela les met en difficulté pour accéder à Pronote ou utiliser leur PC fourni par la Région dans le but de prodiguer un enseignement de qualité. D'ailleurs à ce jour les entrants de seconde n'ont toujours pas reçu leur ordinateur, une seule classe sera dotée le 20 septembre à l'occasion de la venue de Mme Péresse...

D'autre part, de nombreuses malfaçons sont observées et signalées depuis la livraison du bâtiment D en décembre 2023 et celle du bâtiment A en cours. Outre les problèmes d'infiltration et de matériaux bas de gamme qui subissent déjà l'altération due à l'usage, les salles rénovées du bâtiment A ont une insonorisation insuffisante. Or, cela pose problème dans le cas notamment de la nouvelle infirmerie qui ne pourra plus garantir la confidentialité et l'intimité nécessaires.

Nous sommes le 18 septembre, et la reconnexion du réseau internet pédagogique de l'ancien bâtiment A n'est toujours pas opérationnelle. Comment travailler en classe dans ces conditions et dans la nouvelle salle des professeurs flambant neuve que nous devrions intégrer prochainement ?

Enfin, depuis plusieurs années, nous faisons face à une augmentation des effectifs sans que cela soit suivi au niveau de l'encadrement des élèves. Il y a aujourd'hui 1225 élèves et seulement 7,4 AED et 2 CPE, pas de secrétariat élèves et pas de personnels de direction supplémentaires. Dégradées, ces conditions d'accueil des élèves conduisent à une augmentation des incidents, accentuée par l'agrandissement des bâtiments. A titre d'exemple, 4 conseils de disciplines sont déjà prévus en ce début d'année scolaire. Il manque toujours les AESH nécessaires à favoriser l'inclusion des élèves à besoins particuliers. Un seul poste est assuré pour l'instant alors que les demandes sont très nombreuses. De plus, tous les postes enseignants ne sont toujours pas pourvus : il manque par exemple 10 heures d'enseignement en histoire géographie alors que nos collègues sont déjà sur-sollicités en heures supplémentaires et qu'une collègue avait demandé son maintien sur le poste.

D'une manière générale, notre établissement devait se moderniser et s'agrandir, ce qui devrait améliorer les conditions de travail de chacun. Or nous évoluons finalement dans un espace en mode dégradé : les nouveaux bâtiments ne sont pas optimum, les anciens ne sont pas meilleurs qu'auparavant. Les montées pédagogiques pour la rentrée prochaine nous font craindre le pire : l'exiguïté des locaux redeviendra une réalité avec l'augmentation des usagers du lycée.

Fière de cette hypothétique modernisation, Madame Valérie Pécresse a planifié une visite inaugurale du nouveau bâtiment vendredi 20 septembre de 9h00 à 11h30. Nous devrions être reçus en audience en tant que représentants élus des personnels d'éducation. Nous comptons bien évidemment faire montre de tous les dysfonctionnements évoqués ici et de notre mécontentement général vis-à-vis de la Région Ile-de-France et de sa gestion. La situation est d'autant plus préoccupante que nous observons un manège hypocrite visant à cacher les malfaçons avant la venue de Mme la Présidente : des ouvriers sont présents depuis vendredi 13 septembre pour repeindre le rez-de-chaussée et le 1er étage du nouveau bâtiment avec de la peinture anti-tag alors qu'à l'origine de la peinture premier prix non lessivable avait été utilisée dans ce bâtiment et l'extension de la cantine. Le ripolinage du nouveau bâtiment pour la visite de Mme Pécresse a coûté la modique somme de 40 000 € à la Région (alors qu'on nous refusait 30 000 € de lignes téléphoniques dans le nouveau bâtiment). Il a même été demandé à notre établissement, qui a évidemment refusé, de financer sur ses fonds propres des opérations de jardinage dans l'optique de cette visite !

C'est pourquoi il nous semble important de vous informer sur cet événement, car de nombreux personnels et usagers du Lycée Henri Sellier sont en souffrance, contrairement à ce que la communication médiatique de la Région prétend. Ce ripolinage nous donne encore plus envie de rendre visible la mascarade qui se cache derrière le plan de rénovation des lycées de la Région Ile-de-France.

Depuis l'année dernière, nous n'avons eu de cesse d'alerter les différentes instances qui restent inactives et se renvoient les responsabilités, sans résoudre nos problèmes. Notre seul objectif est de permettre à chacune et chacun de profiter d'un espace de travail qui est aussi un lieu de vie le plus adapté et tourné vers la réussite des élèves.

Les représentant.e.s élu.e.s des personnels d'éducation.